



PREFECTURE DU RHONE

Lyon, le - 6 MAI 2002

DIRECTION
DE L'ADMINISTRATION GENERALE

Bureau de l'environnement
et des installations classées

Affaire suivie par Monique DURAND
☎ : 04 72 61 61 50
Fax : 04 72 61 64 26

ARRETE

**édicte des prescriptions complémentaires
pour l'exploitation de l'entrepôt géré par
la SOCIETE BAIL INVESTISSEMENT
5, chemin de la Fonderie à GENAS**

*Le Préfet de la zone de défense Sud-Est
Préfet de la région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur*

VU le code de l'environnement -partie législative -, notamment l'article L 512-3 ;

VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral n° 94.861 du 28 août 1994 portant approbation du plan régional de valorisation et d'élimination des déchets industriels spéciaux en Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 96.700 du 26 janvier 1996 portant approbation du plan d'élimination des déchets ménagers et assimilés dans le département du Rhône ;

VU l'arrêté préfectoral n° 96.652 du 20 décembre 1996 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée-Corse ;

../..

VU l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2000 autorisant la SOCIETE GEPRIM à exploiter une plate-forme logistique de stockage de biens et d'équipements associés à la grande distribution 5, chemin de la Fonderie dans le parc de Genève à GENAS ;

VU ensemble la déclaration de changement d'exploitant en date du 18 juin 2001 de la SOCIETE BAIL INVESTISSEMENT et le récépissé délivré le 26 juin 2001 ;

VU la déclaration en date du 12 juin 2001 de la SOCIETE GEPRIM, confirmée le 21 janvier 2002 par la SOCIETE BAIL INVESTISSEMENT, relative au stockage sur le site de produits d'hygiène constitués d'acides et de bases liquides ;

VU le rapport en date du 25 février 2002 de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis du conseil départemental d'hygiène exprimé dans sa séance du 28 mars 2002;

CONSIDERANT que les stockages d'acides et de bases liquides prévus sont soumis au régime de la déclaration au titre des rubriques n° 1611-2 et 1630-2 de la nomenclature des installations classées ;

CONSIDERANT que l'impact des stockages susmentionnés ne modifiera pas la situation actuelle de l'établissement en ce qui concerne le risque d'incendie, correctement pris en compte lors de la construction et de l'aménagement des locaux et de la mise en place des moyens d'intervention ;

CONSIDERANT que la taille importante des cellules limitant les risques de concentration en gaz explosibles, la dilution importante des produits déclarés par l'exploitant, les quantités peu importantes stockées, l'éloignement de tous métaux susceptibles d'être corrodés et la séparation des acides et des bases dans des cellules différentes permettent de considérer que les risques d'explosion et d'émanations toxiques dans l'atmosphère sont faibles ;

CONSIDERANT qu'il y a donc lieu de compléter les prescriptions régissant l'exploitation de l'établissement par des dispositions spécifiques aux stockages d'acides et de bases liquides ;

CONSIDERANT dès lors qu'il convient de faire application des dispositions de l'article 18 du décret du 21 septembre 1977 susvisé ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1

Il est accusé réception de la déclaration du 12 juin 2001 confirmée le 21 janvier 2002, par laquelle la société BAIL INVESTISSEMENT a fait part du projet d'exploitation d'un stockage d'acides et de bases liquides dans son établissement situé 5, chemin de la Fonderie à GENAS.

Les installations mentionnées dans le tableau des activités constituant l'annexe 1 sont soumises aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 octobre 2000 et aux prescriptions additionnelles du présent arrêté complémentaire.

Article 2

Le tableau des activités figurant à l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2000 est remplacé par le tableau de l'annexe 1 du présent arrêté.

Article 3

L'article trois de l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2000 est complété comme suit :

Il est ajouté au point 2.1 - Exploitation.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la gestion et l'exploitation de ses activités pour s'assurer à tout instant de la connaissance exacte de l'état de ses stocks pour chacune des substances et préparations étiquetées dangereuses. L'état de ces stockages est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et du service d'incendie et de secours.

Il est ajouté le paragraphe 5 suivant:

5 – STOCKAGE D'ACIDES ET DE BASES LIQUIDES

5.1 Les acides et les bases ne pourront en aucune façon être stockés dans la même cellule.

5.2 Les produits incompatibles entre eux ne pourront être associés à la même rétention.

5.3 Tous les produits visés par ce chapitre seront éloignés d'une distance minimale de 10 mètres de tout produit combustible.

5.4 Tous les produits susceptibles d'avoir une action corrosive sur les métaux seront entreposés selon un zonage bien défini qui permettra de les éloigner de toute partie métallique d'une distance minimale de 10 mètres.

5.5 Il est formellement interdit d'ouvrir bouteilles, fûts, containers et tous récipients contenant les produits visés par ce chapitre.

5.6 Il est interdit de stocker de l'acide picrique.

5.7 Si les récipients sont installés en surélévation, ils seront placés sur des bâtis ou supports construits suivant les règles de l'art et offrant toutes garanties de résistance mécanique.

5.8 Tous les produits visés par ce chapitre porteront en caractères apparents l'indication de leur contenu.

Article 4

1. Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de GENAS et à la préfecture du Rhône (Direction de l'Administration Générale -3ème Bureau) et pourra y être consultée.
2. Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.
3. Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.
4. Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Article 5

Délai et voie de recours (article L 514.6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 6

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de GENAS, chargé de l'affichage prescrit à l'article 4 précité,
- au directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- à l'exploitant.

Pour copie conforme
La Secrétaire Administrative déléguée

Monique DURAND

LYON, le - 6 MAI 2002

Le Préfet,
~~Pour le Préfet,~~
Le Secrétaire Général,

Gilbert PAYET

ANNEXE 1

ACTIVITES EXPLOITEES Entrepôt BAIL INVESTISSEMENT à GENAS			
Nature des activités	Volume des activités	Rubrique	Cls (1)
Entrepôts couverts	Volume de l'entrepôt : 280 000 m ³	1510-1	A
Stockage de solides inflammables	Masse : 2 tonnes	1450-2-a	A
Stockage de pneumatiques ou marchandises plastiques	Volume stocké : 43 000 m ³	2663-2-a	A
Stockage de pneumatiques ou marchandises plastiques à l'état alvéolaire	Volume stocké : 20 000 m ³	2663-1-a	A
Dépôts de bois, papier, cartons	Volume stocké : 33 000 m ³	1530-1	A
Stockage de polymères	Volume stocké : 2 000 m ³	2662-a	A
Stockage de gaz inflammables en réservoirs	Masse : 45 tonnes	1412-2-b	D
Stockage d'acides liquides	Masse maximale : 110 tonnes	1611-2	D
Stockage de lessives de soude ou potasse caustique	Masse maximale : 200 tonnes	1630-2	D
Installation de réfrigération	Puissance absorbée : 450 KW	2920-2-b	D
Atelier de charge d'accumulateurs	Puissance maxi : 150 KW	2925	D
Installation de combustion consommant exclusivement du gaz naturel	Puissance maxi : 1,8 MW	2910	NC

VU POUR ETRE ANNEXE A L'ARRETE
 PREFECTORAL DU - 6 MAI 2002

(1) Cls = Classement : A = autorisation, D = déclaration, NC = non classé

LE PREFET,
 Pour le Préfet,
 Le Secrétaire Général,
 Gilbert PAYET

Tour Europlaza

20, AVENUE ANDRÉ PROTHIN
92927 PARIS LA DÉFENSE CEDEX
TÉL. 01 71 00 37 00 - FAX 01 71 00 37 01
www.bail-investissement.fr

ARRIVÉE LE :

17 AVR. 2002

D. A. G.

**Préfecture du Rhône
Direction de l'Administration Générale
Environnement – Installations classées**

**106 rue Pierre Corneille
69419 LYON CEDEX 03**

A l'attention de Monsieur Le Préfet

Paris, le 11 avril 2002

LRAR

Références à rappeler impérativement dans toute correspondance	
Opération	: LYON GENAS
Affaire	: 1985
Objet	: Observation arrêté

☎ 01.71.00.38.12

☎ 01.71.00.39.30

Affaire suivie par **Madame M. DURAND**

Monsieur,

Nous nous référons au projet de prescriptions complémentaires concernant l'exploitation de notre entrepôt sis à GENAS, Parc de Genève, 5, chemin de la Fonderie, que vous nous avez notifié par lettre recommandée avec accusé de réception en date du 2 avril 2002.

Vous trouverez ci-après après nos observations, conformément à l'article 11 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977.

Nous vous précisons que ces observations ont été formulées verbalement lors de la séance du Conseil départemental d'hygiène du 28 mars 2002, à laquelle assistaient deux représentants de notre société et un représentant de notre locataire, la société LAMBERT ET VALETTE.

Notre remarque porte sur l'article premier du projet d'arrêté aux termes duquel « la société BAIL INVESTISSEMENT a fait connaître son projet de stockage d'acides et de bases liquides qu'elle souhaite exploiter dans son établissement sis 5 chemin de la Fonderie à GENAS » :

- Notre société est propriétaire des locaux et n'effectue pas de stockage dans l'entrepôt sus-visé, ce qui n'est d'ailleurs pas prévu dans son objet social ;
- Notre société vient aux droits de la société GEPRIM dans le bénéfice de l'arrêté d'exploitation du 12 octobre 2000 ;
- Cet entrepôt est loué à la société LAMBERT ET VALETTE, qui procède elle-même aux stockages.

Par conséquent, nous souhaitons que l'article premier du projet d'arrêté soit modifié comme suit :

« Il est accusé réception de la déclaration du 12 juin 2001 et 21 janvier 2002 par laquelle la société BAIL INVESTISSEMENT a fait connaître le projet de son locataire LAMBERT ET VALETTE, de stocker des acides et bases liquides dans son établissement si 5 chemin de la Fonderie à GENAS ».

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.



